



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Vendée**

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-Sur-Yon  
ddpp-se@vendee.gouv.fr

La Roche-Sur-Yon, le 12 mars 2025

***Rapport de l'inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 21/02/2025

**Partie nominative**

**EARL LES VOLIÈRES**

La Limonière  
85390 CHEFFOIS

**Affaire suivie par :** Christian ARCHAMBAUD  
**Téléphone :** 02 51 47 12 72  
**Courriel :** christian.archambaud@vendee.gouv.fr  
**Nos Références :** 25-0494 CA/BB  
**Code AIOT :** 0058502352

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 21/02/2025 de l'établissement EARL LES VOLIÈRES, implanté à La Bourrie - 85240 PUY-DE-SERRE. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

**Participant à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**  
Christian ARCHAMBAUD, Service environnement, inspecteur de l'environnement

**Participant à l'inspection, hors inspection des installations classées :**  
Pascal THIBAUD, associé gérant de l'EARL LES VOLIERES

Le courriel d'échange avec l'administration est : [p.s.thibaud@orange.fr](mailto:p.s.thibaud@orange.fr)

L'inspecteur de l'environnement,

**Christian ARCHAMBAUD**



P/Le Directeur départemental de  
la protection des populations  
La Cheffe du service Environnement,

**Katia ROINET**

## ***Rapport de l'inspection des installations classées*** ***Propositions à l'issue de la visite***

A l'issue de la visite d'inspection du 21/02/2025 de l'établissement EARL LES VOLIÈRES, implanté à La Bourrie - 85240 PUY-DE-SERRE, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes :

**Demande d'actions correctives** pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- Conformité de l'installation à la demande d'autorisation  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 3
- Dossier installation classée  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 4
- Intégration dans le paysage et propreté  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 6
- Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 11-I
- Stockage des effluents  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 11-II
- Moyens de lutte contre l'incendie  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 13
- Installations électriques et techniques – Plans – FDS  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 14
- Site de traitement spécialisé  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 30
- Émissions atmosphériques d'ammoniac  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013 article : 45
- AP n° 13-DRCTAJ/1-123  
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2013 article : 2

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.





**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Vendée**

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 12 mars 2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 21/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EARL LES VOLIÈRES**

La Limonière  
85390 CHEFFOIS

**Nos Références : 25-0494 CA  
Code AIOT : 0058502352**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 dans l'établissement EARL LES VOLIÈRES, implanté à La Bourrie - 85240 PUY-DE-SERRE. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LES VOLIÈRES
- La Bourrie - 85240 PUY DE SERRE
- Code AIOT : 0058502352
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL LES VOLIÈRES conduit un élevage avicole dans 2 bâtiments (poulettes pré pondeuses) sur le site de la Bourrie à PUY DE SERRE.

L'EARL LES VOLIÈRES n'a pas de terre. L'élevage exporte l'intégralité de ses fientes.

Cet établissement est classé en ICPE par l'arrêté 2013/123 du 7 mars 2013 pour 70000 emplacements de volailles (régime A en rubrique 3660-a).

Deux citernes de gaz de 2x1,9 t, soit 3,8 t (non-classées en rubrique 4718).

L'inspection du jour est essentiellement orientée sur la grille « risques ».

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                        | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Conformité de l'installation à la demande d'autorisation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3     | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 2  | Dossier installation classée                             | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4     | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 3  | Intégration dans le paysage et propreté                  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6     | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 4  | Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I  | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 5  | Stockage des effluents                                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 6  | Moyens de lutte contre l'incendie                        | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13    | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 7  | Installations électriques et techniques – Plans – FDS    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14    | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 8  | Site de traitement spécialisé                            | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30    | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 9  | Émissions atmosphériques d'ammoniac                      | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45    | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 10 | AP n° 13-DRCTA/J-1-123                                   | Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 2     | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- le plan des zones à risque n'est pas présenté. Ce plan du site devra être établi avec la localisation des combustibles (fioul, gaz, huiles, fourrages secs...), des armoires électriques et des compteurs de coupure d'urgence, des panneaux photovoltaïques et des onduleurs, des extincteurs, de l'accès à la réserve-incendie.
- les fiches de données de sécurité des produits dangereux (fioul, gaz, huiles, biocides) n'ont pas été présentées.

- les vannes de barrage du gaz présentes dans chaque sas ne sont pas signalées.
- le contrôle quinquennal des installations électriques et techniques (gaz) n'a pas été justifié.
- la déclaration des activités polluantes et des déchets (GEREP) n'a pas été effectuée depuis 2020. Celle au titre de l'année 2024 reste à faire sur le site dédié avant le 31/03/2025.
- la porte de fermeture du local de stockage des fientes est démontée.
- la fosse entre les 2 bâtiments n'est pas signalée.
- la lutte contre les nuisibles (dératisation ou désinsectisation) en lieu et place de l'incorporation de chaux dans le local des fientes reste à justifier (contrat, produit, dates de traitement ou de passage).
- la poche incendie à l'entrée du site est jugée vieillissante et non accessible aisément aux services de secours.
- les fientes sont maintenant exportées vers la SAS COSSET de St Pompain. Les quantités annuelles ne sont pas à jour sur le contrat. Etant donné que le destinataire des fientes a changé (le précédent était VIOLLEAU, composteur ICPE), il importe de fournir le contrat avec le nouveau repreneur et de préciser s'il s'agit d'un composteur ICPE (si le destinataire n'est pas un composteur, un plan d'épandage sera à fournir). Les valeurs d'azote et de phosphore doivent également figurer sur les bordereaux d'enlèvement. La modification de la gestion des effluents (changement de destinataire des fientes) doit être notifiée en Préfecture par l'envoi d'un courrier à connaissance incluant soit le contrat avec le nouveau composteur, soit un plan d'épandage (si le destinataire n'est pas un établissement traitant les effluents : composteur ou méthaniseur).

## 2-4) *Fiches de constats*

### N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br>Le site n'est pas modifié depuis les autres inspections (11/02/2012 et 12/06/2018).<br>Du fait de la proximité de tiers à moins de 100 m et d'un cours d'eau à 6 m du bâtiment 1, des aménagements aux prescriptions ont été mis en place dans l'arrêté d'autorisation 2013/123 du 07/03/2013. Le contrôle de ces aménagements aux prescriptions sont repris dans le dernier point de contrôle du présent rapport. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>6 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

### N° 2 : Dossier installation classée

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :<br>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</li> <li>- le registre des risques (art. 14) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li> <li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li> <li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li> <li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li> <li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>- Le registre des effectifs est présent et conforme à l'autorisation :<br/>A ce jour, 37700 poulettes dans le bâtiment 1 (entrées le 12/01/2025) et 30949 poulettes dans le bâtiment 2 (entrées le 03/01/2025) soit 68649 poulettes (respect des 70000 emplacements de l'arrêté d'autorisation).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le registre des risques est incomplet (cf point de contrôle de l'article 14)</li> <li>• La gestion des effluents par envoi en compostage reste à confirmer et à notifier en Préfecture en raison du changement de repreneur de ces effluents (Ets COSSET en remplacement de Violleau). A défaut de normalisation des effluents par compostage, un plan d'épandage serait à fournir (cf point de contrôle de l'article 30)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>6 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>A l'extérieur sur l'arrière du bâtiment 2, sont stockées des bandes de papier kraft usagées et chargées de fientes. Elles sont utilisées dans les volières en début de bandes pour faciliter le déplacement et l'alimentation des jeunes poulettes dans leurs premiers jours.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>2 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 4 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.<br>A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.<br>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie. |
| <b>Constats :</b><br>La plateforme devant le local de stockage des fientes ne donne pas toutes les garanties d'une bonne rétention des jus. Un risque d'écoulement hors du site existe, en particulier vers le cours d'eau en contrebas.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>6 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 5 : Stockage des effluents

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.<br>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.<br>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.<br>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b><br>Trois dispositifs de stockage des effluents : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un bâtiment couvert pour les fientes</li> <li>• 2 fosses béton pour la partie liquide, une de 12 à 13 m<sup>3</sup> sous le bâtiment 1 et une fosse pour le bâtiment 2 de 20 m<sup>3</sup> couverte mais non signalée située entre les 2 bâtiments.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées + :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>2 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.<br>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.<br>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.<br>Ces moyens sont complétés :<br>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;<br>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.<br>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.<br>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.<br>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.<br>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :<br>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;<br>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;<br>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;<br>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;<br>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.<br>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. |
| <b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une poche à eau de 100 m<sup>3</sup> conforme aux prescriptions particulières de l'arrêté d'autorisation 2013-123 du 07/03/2013 est présente à l'entrée du site à droite de la route d'accès. Toutefois, <u>son accès est aujourd'hui difficile du fait de la végétation présente.</u> L'exploitant déclare qu'il va créer une plateforme bétonnée et changer la poche qui a vieilli. La nouvelle poche devra être de 120 m<sup>3</sup> pour s'adapter à la réglementation en</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>vigueur (cf point de contrôle sur le respect de l'article 2 de l'arrêté d'autorisation 2013-123 du 07/03/2013).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• présence de 2 extincteurs par bâtiment (dioxyde de carbone et à poudre) contrôlés par les Ets Viaud le 07/03/2024.</li> <li>• n° appel et dispositions d'urgence affichés dans chacun des 2 sas.</li> <li>• vannes de barrage du gaz présentes dans chaque sas <u>mais elles ne sont pas signalées</u>.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>6 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 7 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant ne peut pas justifier d'un contrôle des installations électriques et techniques récent.</li> <li>• le plan des zones à risque n'est pas présenté, les fiches de données de sécurité des produits dangereux non plus (fioul, gaz, biocides, désinfectants...)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>2 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 8 : Site de traitement spécialisé**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.<br>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Constats :</b><br>L'EARL LES VOLIERES ne dispose pas de terre en propre. A ce jour, elle est connue pour un export de toutes ses fientes vers la société Violleau pour être compostées.<br>Or, les fientes ne sont plus exportées vers cet établissement mais vers la SAS COSSET, localisée à St Pompain (79) avec un contrat bipartite sur 300 t d'effluents par an. Le bilan en 2024 est de 520 t.<br>D'une part, la quantité figurant sur le contrat n'est pas à jour et les valeurs d'azote et de phosphore sont manquantes sur les bordereaux d'export.<br>D'autre part, la SAS COSSET doit pouvoir justifier du compostage des effluents de l'EARL LES VOLIERES. Dans le cas contraire, les effluents de l'EARL LES VOLIERES doivent être gérés selon un plan d'épandage conforme aux articles 26 et 27 de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales d'une ICPE en régime d'autorisation sous la rubrique 3660 et doit faire l'objet d'un dossier de mise à jour à déposer en préfecture (soit fournir le contrat avec le nouveau composteur si c'est bien un composteur, soit fournir un plan d'épandage). |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>L'EARL LES VOLIERES doit déposer en Préfecture un rapport à connaissance relatif aux modifications dans la gestion de ses effluents : soit le nouveau contrat avec le nouveau repreneur s'il s'agit d'un composteur, soit un plan d'épandage.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>6 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 9 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »<br>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020 |
| <b>Constats :</b><br>La déclaration des activités polluantes et des déchets (GEREP) n'a pas été effectuée depuis 2020.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------|
| La déclaration au titre de l'année 2024 doit être faite avant le 31/03/2025. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>            |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>2 mois</b>                                 |

N° 10 : AP n° 13-DRCTAJ/1-123

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, fonctionnement de l'installation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>équipements des bâtiments                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br>Les constats sur l'aménagement aux prescriptions générales figurant dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2013 sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pas de trace de traitement phytosanitaire le long du cours d'eau jouxtant le terrain de l'établissement, donc conformité présumée.</li> <li>• la couverture/fermeture de la zone de convoyage des fientes est conforme.</li> <li>• en revanche, la porte du local de stockage des fientes est présente mais anormalement démontée.</li> <li>• la prescription de chaulage dans le stockage des fientes (maîtrise des nuisibles) n'est pas respectée.</li> <li>• présence et conformité des capots de protection et d'insonorisation à la sortie des extracteurs d'air.</li> <li>• présence et entretien d'une haie de saules le long du cours d'eau.</li> <li>• présence d'une haie de conifères au nord du site entre le bâtiment 2 et l'habitation du tiers.</li> <li>• poche de réserve d'eau à l'entrée du site à droite de la route mais peu accessible aux services de secours.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>6 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

## N° 8 : Site de traitement spécialisé

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'EARL LES VOLIERES ne dispose pas de terre en propre. A ce jour, elle est connue pour un export de toutes ses fientes vers la société Violleau pour être compostées.</p> <p>Or, les fientes ne sont plus exportées vers cet établissement mais vers la SAS COSSET, localisée à St Pompain (79) avec un contrat bipartite sur 300 t d'effluents par an. Le bilan en 2024 est de 520 t.</p> <p>D'une part, la quantité figurant sur le contrat n'est pas à jour et les valeurs d'azote et de phosphore sont manquantes sur les bordereaux d'export.</p> <p>D'autre part, la SAS COSSET doit pouvoir justifier du compostage des effluents de l'EARL LES VOLIERES. Dans le cas contraire, les effluents de l'EARL LES VOLIERES doivent être gérés selon un plan d'épandage conforme aux articles 26 et 27 de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales d'une ICPE en régime d'autorisation sous la rubrique 3660 et doit faire l'objet d'un dossier de mise à jour à déposer en préfecture (soit fournir le contrat avec le nouveau composteur si c'est bien un composteur, soit fournir un plan d'épandage).</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'EARL LES VOLIERES doit déposer en Préfecture un dossier à porter à connaissance relatif aux modifications dans la gestion de ses effluents : soit le nouveau contrat avec le nouveau repreneur s'il s'agit d'un composteur, soit un plan d'épandage.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>6 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

## N° 9 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration des activités polluantes et des déchets (GEREP) n'a pas été effectuée depuis 2020.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------|
| La déclaration au titre de l'année 2024 doit être faite avant le 31/03/2025. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>            |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>2 mois</b>                                 |

N° 10 : AP n° 13-DRCTAJ/1-123

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, fonctionnement de l'installation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>équipements des bâtiments                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br>Les constats sur l'aménagement aux prescriptions générales figurant dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2013 sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pas de trace de traitement phytosanitaire le long du cours d'eau jouxtant le terrain de l'établissement, donc conformité présumée.</li> <li>• la couverture/fermeture de la zone de convoyage des fientes est conforme.</li> <li>• en revanche, la porte du local de stockage des fientes est présente mais anormalement démontée.</li> <li>• la prescription de chaulage dans le stockage des fientes (maîtrise des nuisibles) n'est pas respectée.</li> <li>• présence et conformité des capots de protection et d'insonorisation à la sortie des extracteurs d'air.</li> <li>• présence et entretien d'une haie de saules le long du cours d'eau.</li> <li>• présence d'une haie de conifères au nord du site entre le bâtiment 2 et l'habitation du tiers.</li> <li>• poche de réserve d'eau à l'entrée du site à droite de la route mais peu accessible aux services de secours.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Demande d'action corrective</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> <b>6 mois</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |